

2 Politique

**Opposition/Rassemblement Héritage et Modernité
Pour le renforcement des actions sur le terrain**

C.O.
Libreville/Gabon

TROIS jours après l'intégration en son sein du Front pour l'unité nationale et le développement unitaire (Fundu), le Rassemblement héritage et modernité (RHM), notamment son secrétariat exécutif, a tenu récemment une réunion à son siège sis au Centre-Ville. A l'ordre du jour : une prise de contact entre anciens et nouveaux membres, l'organisation du congrès et la mise en place d'un programme d'activités devant être appliqué, dans les tout prochains jours, sur le terrain. De fait, a indiqué le secrétaire général de RHM, Michel Menga M'Essone, les responsables et militants doivent désormais se mettre au travail, de manière à ce que chacun joue pleinement sa partition.



Photo : Chris Oyame

Le secrétaire général du RHM, Michel Menga M'Essone, dirigeant les travaux.

"Nous devons implanter, corriger certains dysfonctionnements et dynamiser davantage les structures de base existantes dans le pays, afin que RHM puisse vivre et participer, plus que maintenant, à la vie politique de notre nation", a-t-il avancé. Se prononçant sur le choix du congrès de doter chaque province d'un secrétaire général adjoint (SGA) et d'un délégué provincial, il a indiqué que celui-ci dé-

coule de la volonté libre des militants. Car, a-t-il expliqué, ils voudraient que le RHM soit un parti dynamique sur le terrain, de façon à ce que les responsables provinciaux coordonnent et animent quotidiennement les activités à leur niveau. "Nous ne voulons pas avoir un parti jacobin. Un parti centralisé à Libreville d'où viennent toutes les décisions. C'est pourquoi, nous



Photo : Chris Oyame

Vue des autres membres du secrétariat exécutif.

avons pensé qu'à la tête de chaque province, il y ait un responsable de haut niveau qui anime la vie du parti au niveau local, sous la houlette du SG et du président du parti", a précisé l'ancien député de Cocobeach, avant d'inviter les femmes à adhérer massivement à cette jeune formation politique. Sur un tout autre plan, se prononçant sur la récente diffusion de l'émission

"Complément d'enquête" sur la chaîne télévisée "France 2", il a dit que "chaque Gabonais devrait se faire sa propre opinion sur la base des informations qui ont été révélées". Et de poursuivre : "En France, comme vous le savez, la presse est libre. Dès lors, il me paraît peu probable de voir la main des politiques français derrière ce documentaire. Les journalistes qui en sont les concep-

teurs et animateurs, sont les seuls responsables du contenu de l'émission. Nous n'allons pas nous inscrire dans une logique qui voudrait qu'ils aient été manipulés, nous n'y croyons pas du tout", a conclu Michel Menga M'Essone s'adressant à la presse au terme de la réunion du secrétariat exécutif de son parti politique.

**Vie des partis politiques/Journées de la femme à DN
Pour s'écouter et confronter les idées**

C.O.
Libreville/Gabon

Ces assises ont été organisées par la Ligue patriotique des femmes (LPF), un organe spécialisé de Démocratie nouvelle (DN).

LA Ligue patriotique des femmes (LPF), organe spécialisé des femmes de Démocratie nouvelle (DN, opposition) organise, depuis hier à ce jour, au siège national dudit parti, sis à "Derrière l'École normale", un atelier de réflexion sur le thème : "le rôle et la participation de la femme à la vie politique".



Photo : Chris Oyame

Quelques membres du bureau directeur de DN à l'ouverture des travaux.

A l'ouverture des travaux desdites assises, la secrétaire nationale adjointe 1 de la LPF, Nathalie Mengome Atome, a noté qu'échanger et débattre de manière constructive sur la participation féminine à la vie démocratique devient une exigence. «Concernant les

femmes dans notre pays, a-t-elle dit, nous reconnaissons tous que, même si elles ne jouent pas les premiers rôles dans les partis politiques, même si elles sont minoritaires dans les chambres du Parlement, au gouvernement et dans les conseils locaux, même si la plupart des choix



Photo : Chris Oyame

Vue partielle de l'assistance.

politiques n'intègrent pas leurs intérêts fondamentaux, les femmes sont parmi les citoyens les plus nombreuses à se mobiliser lors des consultations électorales et dans les multiples initiatives de développement à la base». L'oratrice a également regretté "la stigmatisation de

la femme par les hommes" dans les instances décisionnelles du pays. Ce qui, poursuivra-t-elle, est contraire à la vision du président de son parti. «La vision progressiste du président de notre parti est de nous encourager, hommes, femmes et jeunes». Selon elle, les présentes as-

sises offrent une occasion aux femmes de s'écouter, de confronter leurs idées et leurs expériences, harmoniser les stratégies et convenir des voies et moyens pouvant permettre une meilleure répartition des rôles. «C'est, dira Mme Mengome Atome, le fruit de ces échanges qui nous aidera à formuler un plaidoyer en faveur d'une meilleure participation des femmes, au niveau des postes de responsabilité au sein du parti». Soulignons que les travaux ont été ouverts par le vice-président de Démocratie nouvelle, Gervais Amogho, en lieu et place du président.

**Législatives à venir
"Pas de transparence, pas d'élections"**

E.L
Libreville/Gabon

C'est la position de l'Union pour le progrès et la liberté (UPL). Elle a été exprimée à Koula-Moutou dans la province de l'Ogooué-Lolo par son vice-président, Blaise Ivanga.

APRÈS Libreville, Ntoum et le département du Komomondah, les membres du bureau exécutif de l'Union pour le progrès et la liberté (UPL), parti de l'opposition fondé par feu Pierre Amoughe Mba, et actuellement présidé par Dr Édouard Engoang Allogho, étaient dernièrement à Koula-Moutou, chef-lieu de la province de l'Ogooué-



Photo : Eric Laphéa

Blaise Ivanga...

Lolo. La délégation, conduite par Blaise Ivanga, vice-président en charge des Questions politiques, était composée entre autres de Martin Kassa, Francis Edou Eyene, Justin Lendouki et Félix Mouessou, tous cadres de l'UPL. Leurs différents échanges avec les militants de Koula-

Moutou, du département de la Lolo-Bouengué, du canton Lolo-Wagna et du district de Popa ont tourné autour des activités de la Coalition pour la nouvelle République (CPNR) et de l'organisation des élections législatives, qui sont censées se tenir, selon la décision de la Cour constitutionnelle, au



Photo : Eric Laphéa

... s'adressant aux militants à Koula-Moutou.

plus tard le 29 du mois en cours. Concernant des Législatives, Blaise Ivanga et les siens ont déclaré qu'ils ne participeraient pas au scrutin dans les conditions actuelles. "Comme nous l'avons déjà dit, notre parti ne participera pas aux prochaines élections législatives si les conditions de

transparence et d'équité ne sont pas réunies pour reconnaître les victoires des uns et des autres", a déclaré le vice-président de l'UPL. De fait, a-t-il précisé, la priorité des dirigeants de l'UPL demeure l'installation des cellules de base sur toute l'étendue du territoire national. D'où leur présence dans la province

de l'Ogooué-Lolo, où ils ont procédé à l'installation des structures de base. C'est ainsi que la Coordination provinciale sera dirigée par Jean-François Mbombet Makoty "Gallego", qui sera assisté notamment de Victor Nyassa, Jean-Bernard Nyama Moumossi, Emmanuel Mbombet et Ambroise Moukoungui. Visiblement satisfait, Blaise Ivanga a invité les promus à se mettre rapidement au travail, d'autant que selon lui, l'objectif visé par cette opération est d'obtenir au moins une adhésion de mille militants dans chaque province avant le prochain congrès dit "d'évaluation". Prochaines étapes : Lastoursville, Iboundji et Pana.